

Les projets de centrales brûlant du combustible fossile se multiplient

Les engagements français de réduction des émissions de gaz à effet de serre risquent d'être contrariés par des usines de production électrique privées utilisant du charbon et du gaz

Grenelle de l'environnement

LE HAVRE (Seine-Maritime)
ENVOYÉ SPÉCIAL

Habillés et masqués de noir, ils étaient une quinzaine, lundi 8 octobre, à l'entrée de la réunion préparatoire au Grenelle de l'environnement, organisée au Havre, devant une grande banderole : « Non aux deux grandes centrales à charbon ». Leur argument : pourquoi de nouvelles centrales alors qu'il faut réduire les émissions de gaz à effet de serre ?

A quelques kilomètres de là sont en effet projetées, dans l'immense zone industrielle qui longe la Seine, deux usines électriques alimentées avec le combustible le plus émetteur de gaz carbonique (environ 780 g de CO₂ par kilowattheure produit). Des herbes folles et des arbustes occupent le grand terrain où pourraient être construites les deux installations de 800 mégawatts (MW) chacune, par les compagnies Endesa et Poweo.

Juste à côté, un quai où est débarqué le charbon alimentant les centrales existantes d'EDF. « Augmenter les importations de charbon intéresse le Port autonome qui soutient ces projets », indique Annie Leroy, de l'association Ecologie pour Le Havre. Mais l'intérêt économique à court terme

s'oppose à l'intérêt planétaire à long terme lié au changement climatique. »

Les deux centrales projetées au Havre ne constituent pas un cas isolé : une déferlante de centrales thermiques au charbon, au fioul et au gaz est planifiée dans le pays. Si tout est réalisé, cela représentera près de 13 000 MW. Ces installations remplaceraient des centrales à charbon pour partie, ce qui laisserait environ 9 000 MW de capacité nouvelle, soit autant que sept réacteurs nucléaires. Le surcroît d'émissions de CO₂ est certain, même si aucun calcul officiel n'a encore été produit. Pour l'heure, ces projets ne sont pas prévus pour capter à la source le gaz carbonique, afin de le stocker ensuite dans le sous-sol.

Ils sont lancés par les compagnies qui entendent prendre place sur le marché de l'électricité, suite à la libéralisation imposée par les directives européennes : Gaz de France, Endesa, Poweo, Suez, Atel, Iberdrola, d'autres encore, et aussi EDF qui, à elle seule, devrait mettre en service entre 2005 et 2010 plus de 4 000 MW en combustibles fossiles. « Pour faire face aux pics de consommation, nous avons besoin de ces centrales thermiques », expliquait en début d'année Pierre Gadonneix, le patron d'EDF.

Marché débridé

Ce programme se traduira aussi par une forte augmentation des importations de gaz, dont témoignent les projets de ports méthaniers à Fos, Dunkerque, Verdon (où l'impact paysager serait très important). A Antifer, non loin du Havre, existe déjà un port pétrolier. Tous les jours, on peut y voir des tankers décharger leurs 400 000 tonnes de brut importées du Moyen-Orient. Le consortium Gaz de Normandie veut compléter les installations par un terminal méthanier. Mais ce projet est contesté par plusieurs

associations et élus locaux, qui critiquent son impact paysager et industriel, mais aussi sa logique même : « La France s'est engagée à diviser par quatre, en 2050, les émissions de gaz à effet de serre », dit Guy Le Mignot, de l'association Saint Jouin Brunel pour un développement durable. Mais si on additionne les projets de ports méthaniers, on aboutit à une multiplication par trois des quantités de gaz importés : il y a une contradiction ! »

Les industriels se réfugient derrière le jeu du marché et la sécurité énergétique. « La France ne peut dépendre seulement pour son gaz de la Russie de M. Poutine », dit Luc Poyer, de Poweo. Et une compagnie comme la nôtre, qui est un nouvel entrant, doit pouvoir prendre sa place sur le marché, d'où nos projets de centrales au gaz et au charbon. »

Alors que l'anarchie créée par un marché débridé s'ajoute à l'idée que la demande électrique ne peut que croître : selon RTE (Réseau de transport d'électricité), la consommation d'électricité devrait augmenter de 1,3 % par an d'ici à 2010, puis de 1 % par an d'ici à 2020. C'est contradictoire avec la décision des chefs d'Etat européens, en mars, qui ont fixé l'objectif de réduire de 20 % la consommation énergétique de l'Europe en 2020.

Quant au groupe énergie du Grenelle de l'environnement, son rapport de synthèse établit que « la priorité est de parvenir à une réduction importante de la consommation d'énergie dans tous les domaines ». Christian Garnier, de France Nature Environnement, en déduit que « la diminution de la consommation d'énergie implique une baisse des capacités de production ». « Si nous, Européens, on ne montre pas l'exemple, observe M. Le Mignot, on ne voit pas comment on va convaincre les autres pays de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. »

HERVÉ KEMPF

OGM LA FNSEA RÉCLAME UNE LOI AVANT LES PROCHAINS SEMIS

José Bové menace d'entrer en grève de la faim contre le maïs transgénique

UNE QUINZAINE d'opposants aux cultures transgéniques pourraient commencer une grève de la faim si le Grenelle de l'environnement n'adoptait pas un moratoire sur les OGM, mais un gel temporaire des cultures : c'est ce qu'a déclaré José Bové au Monde, au terme d'une marche de protestation qui s'est conclue samedi 13 octobre à Paris, sept jours après avoir quitté Poinville (Eure-et-Loir).

« Nous prenons acte des discussions du Grenelle et les laissons se poursuivre », dit M. Bové. On ne reprendra les actions que si le gouvernement n'annonce pas clairement un moratoire. Dans ce cas, on lancerait une grève de la faim illimitée. Les marcheurs demandent que la France ne renouvelle pas son feu vert au maïs MON 810 – le seul actuellement autorisé à la culture en Europe –, ainsi qu'à d'autres maïs transgéniques s'ils obtenaient leur autorisation au niveau européen.

Cela est juridiquement possible, estiment-ils, par l'application de la « clause de sauvegarde » prévue dans la directive 2001-18 qui régit les OGM. « Il y a consensus général sur le risque de contamination

et opposition de l'ensemble de la population aux OGM : le pouvoir politique doit en prendre acte », poursuit José Bové.

L'annonce par le porte-parole des Faucheurs volontaires d'une possible grève de la faim intervient alors que la FNSEA, le principal syndicat agricole, a dit vendredi « accepter le principe d'un gel sur les cultures OGM ». Mais le président de la FNSEA, Jean-François Lemétayer, précise : « A condition qu'une loi soit votée et ses effets applicables avant les prochains semis du printemps 2008. » Comme le maïs n'est semé que vers avril, l'adoption d'une loi pendant l'hiver, comme l'envisage le gouvernement, ne remettrait pas en cause les cultures des OGM en 2008.

C'est donc le contenu même de cette loi qui sera décisif, et non pas le « gel » hivernal, de toute façon imposé par les cycles végétatifs. Pour M. Bové et les opposants aux cultures d'OGM, le moratoire sur le MON 810 doit être un préalable à la discussion de la loi, qui devra selon eux « garantir le droit de produire et de consommer sans OGM ». ■

H. K.

UNE QUESTION À MARC STENGER

« S'appuyer sur les citoyens »

Evêque de Troyes, vous présidez Pax Christi France, un mouvement catholique pour la paix également engagé dans la défense de l'environnement. Quelle avancée attendez-vous d'une nouvelle politique écologique de la France ?

S'il est évident que des mesures politiques urgentes et claires s'imposent pour l'avenir de la planète, il est discutable qu'elles soient prises sur la base de discussions d'experts. Il faut avant tout que l'ensemble des citoyens soient bien informés et qu'on leur rende compte exactement des problèmes. En matière d'écolo-

gie, il faut cesser de solliciter leurs peurs ou se contenter de leur inertie. Il faut plutôt s'appuyer sur leur créativité, leur sens des responsabilités, leurs potentialités. Cet apprentissage commence dans la famille, à l'école, dans les associations ou dans l'Eglise. Enfin, au-delà de la notion de développement durable, il faut parvenir à construire une société durable, fondée sur un mode de vie plus simple, libre de tout diktat consumériste, soucieuse de justice et solidaire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
STÉPHANIE LE BARS

Le Monde

www.lemonde.fr

M
Le Monde STYLES

CLASSE AFFAIRES

SUPPLÉMENT GRATUIT DE 76 PAGES

Jeudi 18 octobre avec Le Monde daté vendredi 19 octobre 2007

ENVIRONNEMENT LE DIRIGEABLE DE JEAN-LOUIS ÉTIENNE FIN PRÊT POUR 2008



BORIS HORVAT/AFP PHOTO

La construction du dirigeable qui doit permettre à Jean-Louis Etienne d'évaluer l'épaisseur moyenne de la banquise arctique, au printemps 2008, est terminée. Assemblé dans des hangars de l'aéroport de Marseille Provence, « Total Pole Airship » a été baptisé, vendredi 12 octobre, par Nathalie Kosciusko-Morizet, la secrétaire d'Etat à l'écologie. « La régression de la banquise atteint des niveaux record. Si elle disparaît, il faut s'attendre à des disharmonies climatiques », prévient Jean-Louis Etienne, qui souhaite établir une mesure de référence de son épaisseur. Son « plus léger que l'air » gonflé à l'hélium, mesure 54 m de long, 17,5 m de haut pour 14 de large. Il déplace un volume de 5 500 m³ et a une capacité

d'emport de 1,2 tonne – soit deux membres d'équipage et six passagers. Avant le départ vers le pôle, prévu en mars 2008, une équipe de pilotes devra se familiariser avec l'engin. L'aéronef, bénéficiant d'une autonomie de 1 200 km, survolera la banquise à une vingtaine de mètres d'altitude, propulsé à 60 km/h environ par deux hélices, avec sous la carlingue un appareil de mesure conçu par l'institut allemand Alfred Wegener. Avec ce dirigeable, construit par la compagnie russe RosAeroSystems, Jean-Louis Etienne entend renouer avec les pionniers de l'exploration polaire : le Norvégien Roald Amundsen, fut le premier à survoler le pôle Nord, le 12 mai 1926, à bord du dirigeable Norge.

MÉDECINE

Le tabagisme maternel mis en cause dans la mort subite du nourrisson

Neuf mères sur dix ayant perdu leur enfant de mort subite du nourrisson étaient fumeuses pendant la grossesse, selon une étude anglaise à paraître dans le journal *Early Human Development*. L'étude, révélée par *The Independent on Sunday*, indique que les femmes enceintes qui fument voient les risques de perdre ainsi leur bébé multipliés par

quatre par rapport aux non-fumeuses. En France, les campagnes recommandant de coucher les nourrissons sur le dos ont fait baisser le nombre de morts subites, mais on déplore encore près d'un cas par jour.

GÉOGRAPHIE

Le Mont-Blanc n'a jamais été aussi haut : 4810,90 mètres

Une mesure, réalisée en septembre, montre que le Mont-Blanc culmine à 4810,9 m d'altitude, ont indiqué les géomètres experts

de Haute-Savoie, samedi 13 octobre à Chamonix. Le Mont-Blanc a gagné plus de deux mètres d'épaisseur de glace depuis la précédente évaluation en 2005. Le manteau neigeux, au dessus de 4 800 mètres, mesure 24 100 m³, contre 14 300 m³ en 2005. « Le climat change, indique le météorologue Yan Giezendanner. Cela apporte en été de la neige collante au-dessus de 4 000 m, qui augmente le volume et la hauteur du Mont-Blanc. » Le sommet rocheux s'établit à 4 792 m. – (AFP.)